



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Feu-d-artifice>

LES DOSSIERS DE LA GRANDE RELÈVE

# Feu d'artifice

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 848 - août-septembre 1986 -

Date de mise en ligne : mercredi 24 juin 2009

Date de parution : août 1986

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

Bien que nous soyons le 14 juillet, ce n'est pas des feux d'artifice de la Fête Nationale que je veux parler, mais plutôt de la dernière conférence du premier cycle organisé par le Centre d'Etudes des Systèmes et des Technologies Avancées (CESTA), sous le titre général « Lectures de notre temps ».

Intitulé « Complexité, systèmes et entreprises », ce premier cycle annuel, à l'initiative de Jacques Robin et de René Passet, avait un double objectif d'une part tenter de décrire la nature de la véritable mutation que l'humanité aborde en ce XXe siècle, et d'autre part, en examiner les conséquences, prévoir, sinon prévenir, les bouleversements que cette mutation implique pour la société, en particulier en matière économique.

Chacune des huit séances de ce cycle était organisée autour d'un thème central et, à chaque fois, deux aspects complémentaires étaient abordés par deux conférenciers différents (1), le premier se plaçant au plan général, théorique, le second abordant l'aspect pratique, souvent en prenant pour exemple le domaine de sa propre entreprise et se servant de son expérience personnelle.

Or cette expérience était en général très vaste car le CESTA avait trié ses conférenciers sur le volet. Les organisateurs de ce cycle avaient, en effet, choisi des « décideurs », des « battants », des gens qui sont « au fait » pour leur demander de décrire cette mutation dont notre société est témoin, et de montrer quelles sont leurs réactions face aux bouleversements déjà commencés. Hélas, j'ai eu souvent le sentiment, sauf à la dernière séance, d'un dialogue de sourds entre les initiateurs de « Lectures de notre temps » et les P.D.G., les professeurs, les directeurs, et autres responsables ministériels qu'ils avaient invités. Jacques Robin eut beau à plusieurs reprises répéter que « ce qu'on appelle la crise » (2) n'en est pas une, qu'il s'agit de beaucoup plus que cela, d'une véritable mutation... tout s'est le plus souvent passé comme si ce mot de mutation, souvent repris aujourd'hui, était moussé, les décideurs restant convaincus qu'au prix de quelques innovations, du type de celles qu'ils ont décrites, ils seront toujours en mesure de faire face, quoi qu'il arrive, sans qu'ils aient besoin d'imaginer d'autres circuits économiques. Et quand Jacques Robin a demandé si on pouvait imaginer une innovation financière qui ne satisfasse pas seulement une infime partie de la population, les décideurs innovateurs et autres « battants » n'ont pas eu de réponse. Mais cela ne les a pas troublés.

### LA COMPLEXITE

Sur le plan théorique, Edgar Morin a magistralement décrit la complexité d'un système, montrant la nécessité d'un changement dans nos structures mentales pour saisir la complexité de la société, comme celle d'une entreprise. S'ils peuvent entendre cette conférence (3), nos lecteurs retrouveront ce que nous avons souligné dans le livre de F. Capra (4) montrant qu'on ne décrit pas un système, et l'homme en particulier, en le simplifiant pour le réduire à une série de mécanismes. E. Morin conclut que dans un système, quel qu'il soit, la société par exemple, un programme clair, bien défini, est indispensable... quant tout va bien. Mais quand survient une cassure, il faut savoir abandonner le programme et faire appel à une stratégie adaptée.

Cette cassure du XXe siècle, dans nos technologies, les décideurs la ressentent bien. Depuis Thierry Gaudin (5) qui la décrit en ces termes : « les configurations structurelles changent au point qu'on ne peut plus prolonger le passé récent pour prévoir l'avenir ». Il s'aperçoit que « les grandes batailles sont maintenant celles des normes ; ce ne sont plus des batailles de capitaux ! » Les deux domaines déterminants dans cette cassure, l'informatique et les biotechnologies ont été décrits par des spécialistes.

### LA CASSURE EN ELECTRONIQUE

Les technologies informationnelles modifient jusqu'À notre vision personnelle du monde. L'Écriture linÉaire appartient au passÉ ; elle est remplacÉe par l'image et le son. Et l'impact en est dÉjÀ sensible sur notre structure mentale, faite d'images dont la moitié, naguÉre, Étaient inventÉes. La télévision et les industries « hallucinogÉnes (terme employÉ par T. Gaudin) ont dÉjÀ modifiÉ ce rapport au point qu'on estime aujourd'hui À près de 90 % la part des images reçues ! M. Richonnier (6) compare l'Évolution de la vitesse des trains (passÉe en un siècle de 100 À 300 km/h) À celle de la vitesse des calculs (multipliÉe par 10 000 en seulement 25 ans) et, pour montrer la triple Évolution de l'Électronique, en vitesse, en volume et en consommation d'Énergie, il reprit un exemple classique : si l'aviation avait ÉvoluÉ au même rythme, un Boeing 747 pourrait faire le tour du monde en vingt minutes ; en volume, il tiendrait dans un dÉ À coudre ; en Énergie, il lui faudrait vingt litres de pétrole. Et notre ami Albert Ducrocq montre que le développement ne s'arrÉtera pas là, puisqu'on utilise encore un million d'Électrons pour faire passer un message alors qu'un seul de ces messagers est théoriquement nécessaire !

### L'IRRUPTION DES BIOTECHNOLOGIES

La révolution des biotechnologies, d'après R. Sautier (7) apporte encore plus d'espoirs de nouvelles productions que n'en a apportÉ la révolution industrielle ! Au point que les grands groupes actuels, essouffÉs, sont, dit-il, des dinosaures... Et J. Robin insiste sur la concentration capitaliste qui est À prévoir dans l'agro-alimentaire : 50% À la Montedison.

« Il ne s'agit pas d'une nouvelle industrie, précise R. Sautier, l'arrivée Éruptive des biotechnologies va transformer TOUT le paysage industriel, réorientant les groupes les plus puissants ». Il n'y a pas >Je domaines réservés, il s'agit d'un recentrage sur de nouveaux axes et avec de nouveaux modes de pensée. Et, ajoute M. Richonnier, ces bio-industries ne sont pas un rêve : aux États-Unis, 1/5 du cuivre est dÉjÀ produit par des bactÉries, des ingénieries génétiques fabriquent les produits sucrants de Coca, d'autres des médicaments (tels que l'insuline). En Europe, les premières récoltes dues au génie génétique sont prévues pour 1988 et 1989...

Apparemment, ces récoltes extraordinaires s'ajoutant aux actuelles « surproductions » de l'Europe ne troublent pas le P.-D.G. de la SANOFI, car lorsque la question lui a été posÉe de savoir si les biotechnologies allaient aider À résoudre, par exemple, le problème que posent les excédents de lait, il a répondu qu'effectivement nous avons un milliard de litres de lait et que nous allons bientôt pouvoir produire plus avec moins de vaches laitières. Mais nous allons recevoir une aide des biotechnologies : la recherche vient en effet de « démythifier le cholestérol circulant », elle va donc « nous aider À accroître la consommation » puisque les consommateurs n'auront plus peur, pour leur santé, de consommer des graisses animales... Voilà, effectivement une belle solution au problème de la faim pour les consommateurs insolubles : il suffit que les autres mangent deux fois plus !

### UNE GENE CERTAINE

Malgré ces belles assurances, on sent l'inquiétude chez nos responsables devant des faits dont ils commencent À s'apercevoir... que la maîtrise leur échappe. J.R. Fourtou (8) constate que le maître d'ingénieur-conseil a bien ÉvoluÉ ces dernières années, il montre qu'il existe aujourd'hui trois manières de gouverner une entreprise l'imposition, la transaction (d'ordre collectif, c'est-À-dire les compromis passés après concertation) et l'animation « menant À l'exaltation d'un projet collectif ressenti comme légitime ».

H. Syrieyx (9) place même ce « management participatif » (10) au rang des « voies nouvelles de réponse » aux problèmes de notre temps : les entreprises, certes, seront À effectifs réduits, car les emplois de production vont disparaître. Mais il y aura développement du côté des services car les cadres seront des animateurs et non des officiers, et « on recrutera les dirigeants non plus comme des

préfèrent sur leurs opinions politiques, ou comme on privilégie aujourd'hui, les rejets des P.-D.G. ou des grandes écoles » car il n'y aura pas d'évolution sinon. H. Syrieyx, avec un humour certain, a compris qu'il lui faut éviter le stress, car le « polar est un danger public : il ne voit pas ce qui se passe, donc ce qui vient ».

Et justement, il est vital d'être vigilant. Car avec la mondialisation du marché, « tout marchand de cravates de la Roche-sur-Yon doit savoir qu'à tout instant quelqu'un dans le monde préparera sa mort » (commerciale), dit H. Syrieyx. « Les contraintes ont toujours existé », note le professeur C. de Boissieu, mais

l'évolution des conjonctures a fait que ces contraintes, en particulier les contraintes de la compétitivité externe, sont devenues insupportables. »

E. Morin avait montré la complexité du marché, R. Sautier explique qu'un P.-D.G. doit, pour prendre une décision, avoir une vue à dix ans... c'est-à-dire qu'il est amené à gérer l'imprévisible... et savoir qu'en entreprenant de construire une usine, il faudra la réorienter cinq ans après.

Plusieurs orateurs ont montré que l'Europe avait toujours su être à la pointe de la recherche. Mais certains d'entre eux estiment qu'elle a « rattrapé le train de la troisième révolution industrielle (?) » (M. Richonnier) faute d'avoir su « acclimater » ces techniques, c'est-à-dire les transformer pour les commercialiser.

Alors, puisqu'on a des idées, puisqu'on est des battants, on garde l'espoir qu'il existe des solutions sans tout changer : « La rentabilité étant ce qu'elle est, dit J.-P. Raunaud (11), il faut s'arranger pour préserver le long terme » et on va chercher des innovations, car une innovation, « c'est perturbateur, mais ça ne détruit pas ; ça permet de rééquilibrer un système qui faiblit. » L'un de ces espoirs, c'est l'Europe.

### ESPOIR EN EUROPE

« N'oublions pas l'importance de la taille du marché », rappelle R. Sautier. Les Etats-Unis et le Japon ont réussi parce qu'ils avaient une norme marchée à leur disposition. Nos difficultés viennent des mentalités « cloisonnées » des Européens et leurs échecs (l'ordinateur européen, les magnétoscopes) sont dus à des réflexes d'une étonnante inertie, explique M. Richonnier. Il faut jouer la carte « taille du marché », car, précise A. Danzin (12) « les coûts s'abaissent de 30 %, et maintenant de 40 %, chaque fois qu'on double la production ».

« Sans l'Europe, nous ne pouvons rien », dit R. Sautier, mais avec elle nous allons « rattraper le train » car « rien n'est jamais joué, tout va très vite et les technologies d'aujourd'hui seront dépassées dans une dizaine d'années ».

Mais, ajoute A. Danzin, ce qu'il nous faut, ce sont des clients pionniers ; il faut que les consommateurs européens aient envie de jouer le jeu. Il y a donc un problème de formation car en Europe il y a des cloisons : le marché est « antirésonnant » alors qu'aux Etats-Unis, le marché est résonnant. Alors c'est dans le programme ESPRIT et son effet catalytique que j'espère.

Effectivement, dit R. Sautier, on n'a pas assez insisté sur le problème de la formation. Il nous faut pour décideurs des hommes qui aient à la fois l'expérience de l'industrie, celle de la recherche et celle de l'enseignement. N'oublions pas que les entreprises européennes ont vécu et vivent l'ancienne industrie, où le temps de réponse était l'investissement, alors qu'aujourd'hui le temps de réponse est celui de la recherche.

« Un P.D.G. aujourd'hui, poursuit R. Sautier, doit prendre des engagements de recherche, c'est-à-dire dans des domaines où la rentabilité n'est pas assurée : non seulement les marchés n'existent pas, mais on ne sait même pas quel marché existera. Une étude de marché est donc impossible.

Nous devons gérer le risque. Alors, nous, responsables industriels, n'avons nous pas droit à une certaine protection ? »

### LES DEREGLEMENTATIONS AU SECOURS

Les industriels sont conscients que l'Europe n'est pas facile à faire. La compétition commerciale y oppose les nations depuis si longtemps ! La formation des décideurs est un travail de longue haleine, alors que tout change si vite...

Il reste que nous sommes tous commandés par le marché, note R. Sautier, c'est lui qui a toujours le dernier mot. Or, le partage des marges entre production et distribution est le problème essentiel. D'autant plus, qu'il va « encore être aggravé par le fait que les biotechnologies vont aider à produire plus et mieux ». Alors le P.D.G. de la SANOFI conclut à la nécessité de réglementations.

Qu'une mutation du système financier soit souhaitable et inévitable, comme l'a dit C. de Boissieu, nous sommes bien d'accord. Mais les innovations financières qu'il nous a décrites sous ce titre ne constituent pas une telle mutation, elles sont plutôt l'adaptation du système... à ces « besoins » des seules grosses entreprises.

De nouveaux produits apparaissent ? De nouveaux marchés ? De nouvelles technologies de paiement ? Alors l'important est que les grosses entreprises puissent en profiter et on invente tous les moyens qui leur sont nécessaires. Dans certains cas ces innovations sont introduites spontanément, et les autorités les contrôlent (?) après. D'autres sont à l'initiative des pouvoirs publics. Mais qu'on sache bien que ces innovations doivent toujours s'interpréter comme résultant de contraintes : banques et entreprises sont bien obligées de desserrer les contraintes qui pèsent sur elles et dont le coût est élevé. Et les contraintes de la compétitivité externe : quand des innovations financières, à l'étranger, favorisent un concurrent, il faut bien que la France suive, sinon Paris ne serait plus une place financière !

Alors on innove. Des opérations à taux d'intérêts variables par exemple. On crée de nouveaux marchés boursiers (le MATIF). On développe un marché de créances négociables. On invente de nouvelles procédures pour que l'entreprise ait un meilleur accès aux capitaux empruntés.

On réglemente, on relève les seuils, on reforme les modalités de financement à l'exportation, on lève les contraintes qui pesaient sur les bénéfices non commerciaux.

Les conséquences ? Tout est fait surtout pour les ENBAAMM (lire « les entreprises non bancaires ayant accès au marché monétaire »). Mais les économistes y perdent leur latin, la politique monétaire leur pose des problèmes insolubles. « On n'arrive plus à baliser » dit C. de Boissieu. On ne peut plus distinguer la monnaie des autres actifs ». C'était déjà un vrai casse-tête quand seules certaines banques créaient de la monnaie, sous forme de crédits. Que dire aujourd'hui que les entreprises émettent des billets de trésorerie dont le montant atteint déjà 100 milliards de francs ? que les créances négociables classées s'élevaient à 108 milliards le 4 avril dernier ?

Bien sûr, les entreprises du même coup ont aussi à parer en partie les risques monétaires : risques de change et risques de taux d'intérêt, puisque, comme l'a bien dit A. Madec (13), « la fonction financière est un moyen de prêter des capitaux au moindre coût et de se protéger contre les risques ». Mais le résultat est clair : outre qu'il est désormais impossible aux autorités monétaires de contrôler, donc impossible qu'il existe une politique monétaire, outre que toutes les cartes sont brouillées, les banques faisant des assurances tandis que les compagnies d'assurance ont des activités bancaires et que les grands magasins font de la publicité pour les services financiers qu'elles offrent, deux autres conséquences ont été clairement mises en évidence par C. de Boissieu : la fragilité du système financier dans son ensemble (le risque n'a pas disparu, il a été redistribué), « ce qui n'est pas neutre au niveau macro-économique parce que les économistes sont incapables d'évaluer les conséquences de ces risques » et un impact désastreux sur l'investissement des entreprises. Sur ce point les choses sont très claires et la Grande Releve l'a déjà souvent souligné : il est plus rentable pour les grosses entreprises, pour qui ces innovations sont faites, « de faire de l'investissement financier plutôt que de l'investissement physiques ». Traduction : les entreprises ont intégralement spéculer, à « jouer en bourse » avec leurs capitaux plutôt qu'à investir pour produire mieux...

La conclusion optimiste d'A. Madec, sur l'air de « Tout va très bien, Madame La Marquise » fut : « Cette mise en place de nouveaux mécanismes, le nouveau gouvernement semble la poursuivre, peut-être même en mieux. Il y a redécouverte de l'entreprise et de ses valeurs. Cela me semble en soi les éléments d'une sortie de crise. »

La mienne, partagée apparemment au moins par Jacques Robin est que les économistes sont totalement désarmés devant les mutations technologiques. Nous entrons « dans une ère inconnue ou l'automatisation de la production est telle qu'il y a à la fois, ce qui ne s'est jamais vu, économie de travail et de capital ». Mais ni les économistes, en général, ni les entrepreneurs, ni les décideurs, apparemment, n'en ont conscience.

### LE FEU D'ARTIFICE

Il fallut attendre la dernière séance de l'année pour que les vraies questions de notre temps soient posées.

D'abord grâce à Albert Ducrocq. Nos anciens lecteurs se rappellent encore avec émotion les nombreuses conférences que fit autrefois A. Ducrocq aux côtés de J. Duboin. Le premier exposait les faits scientifiques, le second en tirait alors les conséquences logiques pour l'avenir de notre société.

Beaucoup « d'abondancistes » doivent leur compréhension des événements actuels à la clarté de ces brillantes conférences, qui enrichissaient ensuite nos colonnes (14).

Albert Ducrocq, au CESTA, fut brillant comme à son habitude. Et surtout, il dit les choses nettement : « un fait est certain, notre période est sans précédent... Nous atteignons la phase majeure de notre évolution : c'est la révolution de l'intelligence, car c'est le cerveau de l'homme qu'on est capable aujourd'hui d'assister, directement, en particulier avec le développement des systèmes experts capables de raisonner selon les lois qu'on leur aura implantées ». Et ceci n'est qu'une part de la partie visible de l'iceberg. Il y a un mouvement considérable en profondeur parce qu'on va pouvoir désormais finir parfaitement, et fabriquer, le matériau nécessaire à une condition posée, et cela en travaillant au niveau de l'atome. Or toute l'aventure de la vie est une affaire de matériaux biologiques. Imagine-t-on

ce qu'on va pouvoir faire maintenant qu'on sait en créer de nouveaux ? L'oeuvre de la nature était limitée, nous savons maintenant la développer !

Tâche redoutable, qui demande réflexion.

Sur le plan économique, il va en résulter un énorme déplacement professionnel, « car c'est au robot de faire le travail d'un robot, pas à l'homme... Ce serait donc une erreur de croire qu'on va gérer avec les moyens traditionnels... La monnaie, par exemple, ne peut rester ce qu'elle est... Elle doit être indexée et personnalisée. Elle doit être distributive ».

Et sans doute pour inciter une prise de conscience chez « les décideurs » et « les battants » qui l'écoulaient, Albert Ducrocq conclut : « l'avenir n'est pas déterminé, et les acteurs, c'est nous ».

Jacques Robin renchérit ensuite en disant « nous sommes en présence d'une rupture technologique : nous la vivons... Cette rupture date du milieu de ce siècle ». Depuis le néolithique, avait-il expliqué, l'homme n'a fait qu'organiser la matière pour mettre en forme ses objets. Nous sommes brusquement en présence des technologies informationnelles qui groupent à la fois l'information et la commande, et l'interaction entre matière et commande crée quelque chose de nouveau. L'homme agit maintenant par l'intermédiaire des codes. Or c'est bien l'information contenue dans les gènes qui est à l'origine de ces matériaux nouveaux en biologie. Donc nous n'avons encore rien vu, par comparaison à ce que nous allons voir !

Comment une telle mutation pourrait-elle ne pas interagir sur la macro-économie ? La productivité n'est plus la même, puisqu'elle est liée maintenant à l'informel. Alors tous les relais et les ratios de l'économie classique sautent les uns après les autres. Les « tiques » (informatique, robotique, télécommunications, et biotechnologies) bouleversent les règles de l'échange, car nous entrons dans le monde de la production gratuite. Comment la notion de productivité pourrait-elle garder un sens quand elle augmente de 30 % par an ? Ne comprenons pas que la fonction de la monnaie a changé de nature quand on sait qu'on consacre cette année près de 800 milliards pour les armements ?

Mais la résistance des mentalités est prodigieuse, dit Jacques Robin. Tout se passe lui semble-t-il « comme si les décideurs cherchaient des alibis ». Les politiques parlent encore de crise, de 3e révolution industrielle ! Et les économistes ne voient rien, alors qu'il est urgent de redonner un sens à l'économie !

C'est au professeur René Passet qu'incomba le lancer du « bouquet » final.

Il nota des images pour décrire les grandes étapes technologiques de l'homme :

- l'horloge de Descartes décrit la société agricole. C'est un univers totalement déterministe où ce qui se passe un jour découle de ce qui s'est fait la veille,

- la machine à vapeur décrit la société industrielle. C'est un monde que l'homme dirige. Le déterminisme y est statistique : la loi de la moyenne y régit le monde, mais la gradation suit une direction inéluctable car l'homme n'est pas plus acteur que dans la société agricole,

- l'ère dans laquelle nous entrons est caractérisée par la possibilité que nous avons trouvée de pénétrer dans l'intimité de la matière et de créer des formes que la nature n'a pas inventées. Nous sommes acteurs maintenant.

N'y a-t-il pas de quoi avoir le vertige, interroge R. Passet ?

Alors prenons du recul, dit-il. Demandons-nous où va ce monde. Nous sommes condamnés à résoudre les questions essentielles (par exemple, avec l'acharnement thérapeutique se pose la question de l'attitude de l'homme (face à la mort), car la puissance qui bouleverse le monde est la même que celle qui permet à l'homme de pénétrer dans le secret de la vie.

Et puisqu'il avait, modestement, défini son propos en disant qu'il allait proposer des pistes, René Passet indique qu'il nous faut retrouver - les finalités de la production (quand deux tonnes de blé coûtent deux fois plus d'aliments qu'une tonne, faire de l'âtre coûtait simplement faire de l'avoir...),

- la relation de l'âtre avec le monde et couvrir les finalités de la répartition, car ce problème était simple quand la notion de contrepartie pouvait intervenir. Or ce n'est plus possible, précise R. Passet, car les investissements sont faits avant (formation, recherches, développement), ensuite « ils crachent tout seuls, que veulent dire alors « productivité de l'homme » et « productivité de la machine » ? La notion de plus-value de Marx est dépassée. La productivité d'un travail intellectuel n'a rien à voir avec la durée de ce travail : les vieilles notions disparaissent : il faut se donner des critères de distribution. La part croissante des revenus distribués (37 % des revenus des familles) est la preuve qu'une justice distributive est en marche.

Acceptons le défi du nouveau, conclut R. Passet, car il n'est jamais trop tard pour commencer à réfléchir aux problèmes difficiles.

Je me suis laissé emporter par mon élan, dans mon enthousiasme d'avoir entendu dire au cours de cette dernière séance - et si bien - ce que nous espérons dans ces colonnes. C'est bon de penser que nous ne sommes plus seuls et qu'un organisme comme le CESTA agit dans le même sens.

J'ai dit plus haut combien nous aimerions retrouver dans ces colonnes la verve d'A. Ducrocq. Pour en donner une idée aux nouveaux lecteurs, voici comment finit cette dernière séance :

« Je lance, dit-il, l'idée du référendum suivant à proposer aux Français :

Un milliard d'Africains vont bientôt se retrouver sans rien pour vivre.

Que préférez-vous :

- les ignorer ?
- les accepter tous en France ?
- leur donner les moyens de développer leur continent ?

(1) et non « conférences », aucune femme n'ayant été conviée à participer à ce cycle, et aucune n'est prévue à celui de l'an prochain. Le CESTA est-il misogyne ou bien les femmes se désintéressent-elles de ces questions ?

(2) Titre d'un livre de J. Duboin.

(3) Toutes les séances ont été intégralement enregistrées et leur retransmission est envisagée par Radio France. Les cassettes, d'autre part, sont en vente au CESTA.

(4) Voir G.R. n° 845.

(5) T. Gaudin, directeur du Centre de Prospective au Ministère de la Recherche et de l'industrie.

(6) M. Richonnier, membre du Cabinet de M. Sutherland à la Commission Européenne.

(7) R. Sautier, P.-D.G de la SANOFI.

(8) J.R. Fourtou, Président du groupe Bossard.

(9) H. Syrieyx, Conseiller Municipal du Vésinet, Directeur Adjoint du Groupe EUREQUIP.

(10) La langue employée par les décideurs devrait faire l'objet d'un dictionnaire spécial ! Il existe bien des dictionnaires d'argot.

(11) J.P. Raynaud, Directeur de l'innovation chez Roussel.

(12) A. Danzin, Conseiller Scientifique de la Commission des Communautés Européennes pour le programme ESPRIT.

(13) A. Madec, Directeur Général de Roussel-UCLAF.

(14) Beaucoup d'entre eux m'ont souvent écrit leurs regrets de ne plus trouver la signature d'Albert Ducrocq dans la Grande Revue. Nous l'avions, en effet, perdu de vue. Les journaux envoyés à son ancienne adresse se perdaient. La lecture de son dernier livre « Le futur aujourd'hui », que nous avons commenté en son temps, les avait rassurés sur ses convictions « Duboinistes ». Il reste maintenant à espérer que sa participation à « Lecture de notre temps » le déterminera à revenir nous épauler de sa verve inégalable.